

Intégration des enjeux de DD&RS dans les classements : « Il faut des indicateurs solides et crédibles »

News Tank Éducation & Recherche -
Paris - Analyse n°257961 - Publié le 11/07/2022 à 11:06

Imprimé par Xavier Teissedre - abonné #13929 - le 13/07/2022 à 10:18



« Si on veut intégrer des paramètres liés aux enjeux de DD&RS (Développement durable et responsabilité sociale) dans les classements, il faut que le ou les indicateurs soient solides, crédibles, faciles à utiliser. Il faut aussi voir sur quel périmètre on se place et trouver un équilibre entre embarquer l'ensemble des dimensions (comme le THE (Times Higher Education) avec les 17 ODD (objectifs de développement durable)) et se focaliser sur une seule dimension au risque d'être trop réducteur », déclare [Denis Guibard](#), directeur d'IMT (Institut Mines-Télécom) BS et président de la commission développement durable de la CGE (Conférence des grandes écoles), le 30/06/2022.

Il s'exprime lors d'une table ronde consacrée à l'intégration des enjeux de la transition écologique et sociale dans les classements nationaux et internationaux, dans le cadre de la réunion plénière annuelle du label DD&RS, à Paris.

Selon [Geoffroy Belhenniche](#), directeur développement durable du groupe UniLasalle, et co-président du label DD&RS, « de plus en plus de classements veulent intégrer les dimensions de DD&RS, et tant mieux. Mais dans le cadre d'une réflexion sur ces sujets à la CGE, nous avons réalisé que nous partagions des questionnements et des principes importants à faire valoir ».

« Ce que nous voudrions voir transparaître dans les classements, c'est quels établissements mettent les moyens pour faire évoluer leurs formations dans le sens de la transition écologique et ainsi donner les outils aux étudiants pour faire évoluer le monde économique qu'ils vont intégrer », ajoute Rémi Vanel, diplômé d'Arts et métiers et membre de Pour un réveil écologique.

Il ajoute : « Selon nous, il ne s'agit pas de créer un classement dédié, mais de transformer les classements existants pour en faire des outils pertinents afin d'aider les étudiants à décider. »

Les pistes pour faire évoluer les classements

« Avec les enjeux de transition écologique, nous sommes sur des sujets systémiques. Il est important de voir que les classements, mais aussi les accréditations internationales et nationales, embarquent cette dimension DD&RS », déclare Denis Guibard. Il relève des points de vigilance :

- « Il y a un foisonnement d'initiatives et d'indicateurs, ne réinventons pas alors qu'il existe déjà beaucoup de choses, notamment dans le label DD&RS.
- Il faut faire attention à ce que les indicateurs soient dans une logique de progrès, consistant à regarder les évolutions plutôt que l'instant T, car c'est la dynamique qui doit être montrée.
- Attention au greenwashing : ne nous trompons pas d'indicateurs, je ne suis pas certain que le nombre de ruches sur le toit d'une école soit pertinent. »

Un autre point de vigilance selon Geoffroy Belhenniche, est de ne pas mettre les écoles en concurrence.

« Il faut plutôt créer de l'émulation, et si un challenge pour entraîner une dynamique, il ne faut pas que ce soit contreproductif. Nous attendons aussi de ces classements du sérieux, car il existe une attente très forte des parties prenantes, externes et des candidats. »

À la question de savoir quels indicateurs seraient les plus pertinents pour les classements, il indique que l'équipe du label prévoit de mettre en place une task force « pour s'appuyer sur le référentiel, mais en revisitant les indicateurs qui sont une cinquantaine, afin de les réduire à quelques indicateurs clés. C'est un travail que nous voulons lancer de manière collective ».

Selon Isabelle Huault, DG (Directeur(rice) général(e)) d'emlyon et représentante de la CDEFM (Conférence des directeurs d'écoles françaises de management), « les deux domaines qui doivent être regardés dans nos écoles sont la formation et la recherche, car c'est là où on est attendus : qu'est-ce qu'on crée comme savoirs et qu'est-ce qu'on diffuse comme enseignement ? »

« La question c'est aussi comment on rend mieux visibles les éléments objectivables liés aux indicateurs, ce qui légitime notre reconnaissance du label », ajoute Patrice Barbel, conseiller patrimoine et transitions du Président de France Universités.

Agir sur plusieurs leviers

La formation

Rémi Vanel indique qu'une étude de mars 2022 montrait que « 63 % des étudiants ne sont pas assez satisfaits des connaissances sur les problématiques liées aux enjeux écologiques, et nécessaires pour transformer les lieux où ils vont travailler. C'est pourquoi beaucoup indiquent vouloir prolonger leurs études pour avoir cette connaissance, voire changer d'études et de parcours ».

« Le réveil des établissements est venu des étudiants, avec les grèves pour le climat le vendredi après-midi, et il faut le saluer », réagit Isabelle Huault.

« Cela nous a beaucoup réveillés et mis en mouvement, à des rythmes variés. C'est vrai dans le domaine de la formation, avec des cours obligatoires, une volonté d'irriguer l'ensemble de l'offre de formation avec les ODD.

Aujourd'hui, on ne peut plus faire un cours de marketing sans parler de consommation responsable, ou de finance sans les enjeux de finance verte. C'est vrai aussi dans le domaine de la recherche, et dans la vie de campus pour construire des campus plus respectueux de l'environnement, plus ouverts. Il faut continuer à être plus volontaristes. »

Pour Denis Guibard, la question de la formation est en effet centrale, mais complexe : « Un cours de sensibilisation c'est la base, mais le vrai enjeu c'est voir comment les questions sont embarquées dans l'ensemble des disciplines. L'enjeu de la transformation des entreprises repose sur toutes les fonctions, donc il s'agit d'aller dans toutes les disciplines : management, finance, comptabilité. Ensuite, la difficulté c'est d'être en mesure de vérifier qu'un cours de finance contribue au développement durable... »

Rémi Vanel souligne deux éléments :

- « Pour former les étudiants, les enseignants doivent avoir été formés eux-mêmes à ces sujets, comme le souligne le rapport Jouzel. Et cela demande du temps et des moyens.
- Il nous semble intéressant d'avoir un regard prospectif sur les métiers et compétences de demain, et de voir comment les écoles vont former à cela. »

Pour Denis Guibard, « une des pistes peut être de s'adosser aux logiques de compétences que l'établissement souhaite donner à ses étudiants, et voir comment elles contribuent et s'articulent aux enjeux des ODD. C'est un angle d'attaque pas juste pour les classements, mais qui sert aux écoles en matière de pilotage. »

Rendre les étudiants acteurs

Coralie Rasoahaingo, étudiante et membre du Reses (Réseau étudiant pour une société écologique et solidaire), indique que « beaucoup d'étudiants veulent être moteurs dans leurs établissements pour agir sur la transition, mais ne comprennent pas toujours quels leviers ils

peuvent actionner. Ils craignent aussi les tentatives de greenwashing ».

« Sur le label DD&RS, on forme des étudiants auditeurs, car s'ils comprennent le fonctionnement de ce label, les indicateurs, cela peut les aider à mieux participer à cette dynamique ».

Elle relie cet enjeu au fait que 85 % des étudiants se disent angoissés du futur au regard du dérèglement climatique : « La formation permet justement de lutter contre cette anxiété, en leur donnant des clés pour comprendre et agir de manière collective ».

Être des démonstrateurs

Patrice Barbel : « Souvent on oublie que l'enseignement supérieur est un acteur économique des territoires, et que nous sommes nous-mêmes dans les transitions. Ce que nous essayons de porter à France Universités, c'est l'enjeu immobilier : il faut être accélérateur de ces sujets, car si on veut former les futurs décideurs, il faut que nous soyons nous-mêmes engagés, en étant chantier-école. Saisissons-nous de l'action pour pouvoir à la fois agir pour comprendre, et comprendre pour agir. »

La question épineuse des partenariats avec les entreprises

Changer les entreprises de l'intérieur

Plusieurs cérémonies de remise de diplômes cette année ont servi de tribune à des jeunes diplômés pour critiquer les établissements d'enseignement supérieur sur leur engagement pour la transition écologique (AgroParisTech, Polytechnique, Sciences Po, HEC), et notamment au travers des relations avec les entreprises.

« 70 % des étudiants considèrent que le critère environnemental pour le choix d'un employeur est important. Il faut donc que les écoles mettent plus en avant les entreprises à impact, notamment lors de forums entreprises. On a vu aussi beaucoup d'étudiants se mobiliser pour peser sur certains partenariats avec des entreprises jugées non vertueuses, et il faut prendre cela en compte », indique Coralie Rasoahaingo.

Isabelle Huault réagit : « Sur les partenariats, beaucoup d'entreprises s'interrogent sur leur marque employeur, leur attractivité. Aucune entreprise ne peut s'affranchir aujourd'hui de ces enjeux sociaux environnementaux. Il importe que nos diplômés aillent au cœur de ces entreprises pour les faire bifurquer. »

Mais les établissements peuvent-ils aller plus loin ? « Cela demanderait de catégoriser les entreprises. Or ce n'est pas toujours blanc ou noir : Total fait du fossile et du renouvelable, c'est complexe. Il faut des étudiants qui bifurquent et vont bousculer le système de de l'extérieur, mais il faut aussi d'autres qui agissent de l'intérieur », répond Denis Guibard.

« Notre enjeu est d'accompagner les entreprises vers la transformation, y compris par la recherche et la formation continue, car pour que les jeunes diplômés arrivent en situation de responsabilité, il faudra encore quelques années. Il faut dès maintenant agir sur la formation des cadres et managers en poste. »

Montrer plusieurs modèles économiques

Pour Geoffroy Belhenniche, « ce qui est fondamental pour les établissements, c'est d'aider les étudiants à avoir les clés de compréhension pour décider où ils souhaitent aller pour avoir le plus d'impact ».

« En matière de responsabilité des établissements, il faut rappeler que ce ne sont pas les universités ou les écoles qui envoient les étudiants dans telle entreprise, ce sont eux qui choisissent, et surtout aujourd'hui, à l'heure où le marché de l'emploi permet ce choix.

Ensuite, là où ils ont une responsabilité, c'est de former pour ouvrir le champ des possibles, et il est certain que dans nos formations, il est important de montrer plusieurs modèles économiques. Ensuite, c'est aux étudiants de choisir. Je retiens le fait de mieux valoriser les entreprises à impact lors des forums... si on arrive à les définir », déclare Denis Guibard.

Rémi Vanel indique que Pour un réveil écologique travaille sur le sujet des entreprises. « L'idée est d'avoir des indicateurs qualitatifs et quantitatifs pour juger et analyse leur impact, et savoir si elles mettent en place les structures pour évoluer. À terme nous allons sortir un classement pour voir vers lesquelles aller, là où un jeune diplômé pourra le mieux agir.

Et cela pourra peut-être ensuite faire l'objet d'un futur indicateur qui montre que telle école envoie tant d'étudiants vers ces entreprises à impact ou inversement. »

© News Tank Éducation & Recherche - 2022 - **Code de la propriété intellectuelle** : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »